

# Seulement 300.000 clandestins en France ? Collomb nous prend pour des billes, les preuves !



300 000 clandestins en France ?

Le Pinocchio du ministère de l'Intérieur nous prend vraiment pour des billes.

En 1992, il y a donc 25 ans, un rapport du Sénat donnait déjà le chiffre de 350 000 à 400 000 clandestins en France (rapport du BIT).

Par quel miracle auraient-ils diminué alors que la déferlante migratoire a explosé depuis plusieurs années ?

On régularisait 2000 illégaux par mois jusqu'en 2012. On en régularise au minimum 3000 par mois depuis la circulaire Valls qui a amplifié le débit de la pompe aspirante de 50% !

**En 2013, on a régularisé 45 000 clandestins, dont 6000 malades !**

**300 000 clandestins, c'est le chiffre correspondant uniquement aux territoires d'outre-mer, sans la métropole.**

Rien qu'à Mayotte, 42% de la population est étrangère, avec 60 000 clandestins sur une population de 240 000 habitants.

Selon le Conseil général de Mayotte, il arrive **400 clandestins par jour** et le nombre de clandestins est supérieur à celui des étrangers en situation régulière.

**70% des naissances à Mayotte sont le fait de Comoriennes en situation irrégulière.**

En Guyane, c'est la déferlante en provenance du Brésil, du Surinam et de Haïti.

On dénombre 35% d'étrangers, la plupart dans l'illégalité.

**A Saint-Laurent du Maroni, 50% des femmes qui accouchent sont des Surinamiennes en situation illégale**, mais qui sont assurées de devenir Françaises tôt ou tard grâce au droit du sol.

En Guadeloupe et à Saint-Martin, c'est du même tonneau. Le nombre d'illégaux ne cesse d'augmenter.

Et rappelons que l'AME, l'aide médicale d'Etat au profit des sans papiers, soigne 300 000 clandestins par an. Soit 100% des clandestins sur notre sol, à en croire Gérard Collomb !

Selon la loi de finances de 2018, la facture de l'AME approche le milliard d'euros chaque année, alors que 5 millions de Français diffèrent leurs soins faute de moyens.

Rappelons aussi que la police a contrôlé 91 000 sans papiers en 2016.

Mais combien sont passés au travers ? 70% ? 90% ?

Aux Etats Unis, pays de liberté où aucune loi scélérate ne musèle les citoyens, on dénombre 11 millions de clandestins pour 320 millions d'habitants.

A proportion égale, cela donnerait le chiffre de 2 millions de clandestins pour la France.

Sans extrapoler les chiffres des Etats Unis, Eldorado mondial des clandestins, on peut sans grand risque de se tromper, estimer que le nombre de clandestins en France a plus que doublé depuis 1992, malgré les 600 000 régularisations en 25 ans.

**De 350 000 en 1992, il doit se situer autour de 700 000 en 2017, voire davantage puisque plus personne n'est expulsable.**

Car n'oublions pas que seulement 4% des déboutés du droit d'asile sont reconduits. Et seulement 10% des clandestins interpellés.

Il n'y a que 1800 places dans les CRA, centres de rétention administrative, pour 90 000 interpellations de clandestins par an !!

Ajoutons que sur les 3,2 millions de visas accordés chaque année, dont 220 000 de longue durée, des milliers d'étrangers s'évaporent dans la nature à l'expiration de leur sésame.

Parmi les 60 000 étudiants étrangers qui suivent des études en France, nombreux sont ceux qui disparaissent dès leur inscription à l'Université. Certains ne parlent même pas français en arrivant ! C'est une filière clandestine reconnue.

Enfin, sur les 500 000 déboutés du droit d'asile en Allemagne, que celle ci n'a pas expulsés, combien sont arrivés en France

? 100 000 ? 200 000 ?

On le voit, Collomb, dépassé par la situation, ne sait que minimiser la gravité des problèmes. A part truquer les chiffres au mépris de la vérité, nos élus n'ont pas de solution.

Pour la seule année 2017, ce sont 20 000 mineurs isolés qui sont arrivés en France. Coût pour les départements, 1 milliard, puisque chaque mineur coûte 50 000 euros par an au contribuable !

Tout va exploser. C'est une certitude. Quand ? Lorsque la France, déjà ruinée, ne pourra plus emprunter sur les marchés et sera contrainte de piller le patrimoine des Français pour ne pas devenir un Etat insolvable, comme l'Argentine ou le Venezuela.

**Jacques Guillemain**